Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France 24, Radio France Internationale et Europe 1 le 28 septembre 2012, sur la situation au Mali et en Syrie.

2012-09-28

Q - Quand vous êtes arrivé à l'Assemblée générale, il y avait un certain nombre d'attentes sur la situation au Mali, au Sahel. Vous parlez d'une prochaine réunion du Conseil de sécurité : est-ce qu'on a une échéance ? Est-ce qu'on a réellement avancé là-dessus ?

R - Je pense que c'est vraiment le point sur lequel les choses se sont peut-être débloquées, mais je dis «peut-être» parce que j'ai appris à être prudent. Il y a eu une réunion autour du Sahel qui a été forte, d'abord parce que les Maliens eux-mêmes sont venus décrire la situation, plusieurs pays sont intervenus pour dire qu'il faut que le Mali recouvre son intégrité, qu'il faut que le terrorisme soit combattu. Il y a eu le discours de François Hollande qui a été un discours fort, il y a eu les discours d'un certain nombre de responsables. Je ne dis pas que tous les problèmes sont réglés, loin de là, mais j'ai senti chez mes collègues, en particulier chez mes collègues des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, la conviction qu'il fallait avancer, parce que le terrorisme est un enjeu pour tout le monde, pas seulement pour le Mali, mais pour les pays voisins et pour l'ensemble de l'Afrique.

Q - Pour parler très concrètement, qu'est-ce qui bloque, qui bloque et pourquoi ?

R - Il y a des difficultés, bien sûr. D'abord, quand vous êtes dans un pays qui est amputé comme le Mali aujourd'hui, le pouvoir n'est pas très solidement établi ; il peut donc y avoir des difficultés internes. En plus, le Mali appartient à un ensemble qu'on appelle la CEDEAO et il y a parfois des accords, mais aussi des désaccords au sein de la CEDEAO. Et puis vous avez la sous-région de l'Afrique, donc il peut y avoir des accords entre tels ou tels participants.

Mais il y a quand même un sentiment très fort qu'il ne faut pas laisser de temps aux terroristes.

Q - C'est une question de semaines, de mois pour vous ?

R - La première étape est une réunion du Conseil de sécurité, et une résolution de ce Conseil. Notre représentant permanent, avec ses collègues, est en train de travailler à cela. J'espère que, pour ce qui concerne la résolution elle-même, c'est une question de jours. Mais je vous le dis, je reste prudent parce qu'on a été un peu échaudé dans le passé.

Q - Sur le Mali, sentez-vous que ce qui s'est passé à Benghazi a changé les choses chez les Américains ?

R - On le comprend, c'est évidemment dans leur esprit. J'ai dit à Hillary Clinton, et je pense qu'elle n'avait pas besoin d'être convaincue, que le terrorisme ne se découpait pas en rondelles, si je puis dire. Il faut lutter contre le terrorisme partout et ce qui est en train de se dérouler au Mali est une menace pas seulement pour ce pays, mais pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, pour toute l'Afrique et, d'une manière générale, pour toutes nos démocraties. Je pense que les Américains, comme d'autres, sont bien conscients des risques très importants que fait courir le terrorisme à toutes nos sociétés.

Q - Concernant les otages, leurs familles s'émeuvent et craignent que l'on ait pris la décision de les sacrifier.

R - Non. Nous avons abordé ce sujet avec François Hollande et les familles des otages lorsque nous les avons reçues, il y a quelques semaines. Ce sont des familles remarquables, dont j'admire le courage, et le courage des otages aussi. Ils nous ont posé la question. Et au fond nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour récupérer nos otages et nous le faisons.

En même temps, il y a une politique générale qui n'est pas seulement la politique de la France, qui est menée par toute une série de pays : on ne peut pas admettre que le terrorisme avance. Le risque, c'est d'autres otages et d'autres crimes. Il faut donc arriver à concilier tous ces aspects.

Q - La notion de leur sécurité ne vous empêchera pas d'agir ?

R - Bien sûr que leur sécurité est prioritaire. La sécurité des otages est présente chaque jour dans nos esprits.

Q - Par quels canaux êtes-vous en contact avec eux ?

R - Je pense que sur ce sujet il est préférable, vous le comprendrez, d'être discret.

Q - Sur la Syrie, les zones libérées peuvent-elles changer la donne et la façon d'aborder le soutien à l'opposition ?

R - Oui, c'est une initiative prise par la France. J'ai été frappé lors de la réunion qu'on a eue sur la Syrie - avec le Groupe des amis de la Syrie - que beaucoup de pays nous aient

demandé quelle était exactement notre expérience et ont demandé à y être associés. Nous leur avons expliqué ce que nous avons fait dans ces zones libérées : nous avons apporté très concrètement la façon de faire du pain pour les gens, la façon de soigner, la façon, avec des élus locaux, de faire une nouvelle police. Au fond, c'est ça la Syrie du futur.

Mais cela ne suffit pas à résoudre la situation parce que la problématique est aussi militaire et diplomatique. Tant que vous aurez le blocage au Conseil de sécurité avec les Chinois et les Russes qui ne bougent pas, vous aurez toujours M. Bachar Al-Assad là. Le premier élément qui m'a frappé, c'est l'intérêt pour les zones libérées. L'autre élément qui m'a frappé est la très forte demande pour l'unité de l'opposition. Si on veut que M. Bachar Al-Assad, pour employer un mot qui a souvent été utilisé, «dégage» et dégage vite avec les crimes qu'il commet chaque jour, il faut que l'opposition soit unie. L'opposition nous demande des choses, c'est normal, mais nous, nous demandons à l'opposition de s'unir.

Q - Êtes-vous rassuré par la capacité de l'opposition à s'unir ?

R - Je ne m'interroge pas beaucoup sur la capacité, je dis que c'est une absolue nécessité. On comprend bien que si on veut se débarrasser vite de M. Al-Assad, qui est un criminel, il faut que le régime alternatif soit mis en place. On a donc besoin d'un projet et d'une opposition.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 3 octobre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185979-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f